

Quant à moi je réclame la faveur de régler les dépenses de l'année qu'on va prendre et je puis déclarer que je disposerai du trésor de l'état comme si c'était pour moi-même.

MR. DALY.—Je le crois bien ; eh ! moi aussi. Il me semble pourtant que ce travail devrait m'être confié, comme le plus ancien des ministres.

MR. SMITH.—Eh pourquoi cette discussion. Nous sommes tous animés du même amour du bien public ; ainsi pourquoi ne travaillerions-nous pas en commun ? Moi je déclare d'abord que je veux alléger de tout mon pouvoir les charges publiques. Je pense qu'il est urgent de faire des réductions considérables dans les dépenses. Il me semble que l'on pourrait abolir l'emploi de solliciteur général qui nous donne plus de tourment qu'il ne vaut ; la besogne pourrait être faite par les conseils ordinaires de la reine. Ce serait une économie de mille louis, sur un seul officier ; mais comme cette réduction compliquerait considérablement le travail du procureur-général on attacherait à cette charge pour surcroit de services, dépenses de bureau etc., un contingent de quinze cents louis en sus du salaire actuel. Par exemple le procureur-général ne recevrait rien comme conseiller exécutif ; autre économie de cent louis.

MR. VIGER.—Voilà qui est très-sage ; il est vrais que c'est une idée que j'ai eue depuis long-tems. Il n'y a qu'une chose qui me paraît obscure c'est l'addition de quinze cents.....

MR. SMITH.—Les frais de bureau dépasseront l'augmentation, j'en suis sûr ; je vous prouverai cela la plume à la main l'année prochaine.

MR. VIGER.—C'est bien possible ; c'est bien possible. Après tout, il n'y a que l'expérience... en toutes choses....

MR. SHERWOOD.—Voilà bien les hommes à systèmes. Comment, Mr. le procureur-général vous voulez retrancher mon emploi ; je conçois qu'il vous gêne quelquefois, hém ! mais les services rendus à l'administration, par un simple solliciteur-général, quoique moins bien rétribués ne sont pas d'un moindre prix que ceux d'un procureur....

MR. DALY.—(à part) Allons voilà la querelle qui va recommencer. Si l'on m'écoutait on fermerait à tout avocat la porte du conseil exécutif.

MR. SMITH. à Mr. Sherwood.—Mon cher collègue ne vous effrayez point. Si je retranchais votre emploi ce serait pour vous en donner un autre plus lucratif.

MR. SHERWOOD.—Et lequel s'il vous plaît ?

MR. SMITH.—L'on en créerait un ; rien de plus facile.

LE DOCTEUR.—Dites-moi, capitaine Higginson, ce que c'est que l'économie politique.

MR. HIGGINSON.—C'est la science qui pourvoit à la meilleure administration des états. Mais pourquoi me demander cela ?

LE DOCTEUR.—C'est que je croyais que Mr. le procureur-général faisait en ce moment de l'économie politique.

MR. SMITH.—Une autre réforme nécessaire dans le conseil serait de n'y admettre que des personnes qui aient pratiqué comme avocats dans les cours de justice. Les affaires seraient de beaucoup facilitées, car il nous faut prendre plus de tems pour expliquer entre nous la légalité d'une mesure qu'il n'en faudrait pour en étudier le fonds.

MR. DALY.—Nous ne nous accorderons jamais là-dessus et je prétends moi que l'on doit attribuer nos éternels différends à la présence d'hommes élevés dans la chancane. Mais il ne s'agit point de retrancher des ministres. Nous avons eu assez de peine à nous en procurer quelques uns ! J'ai, Dieu le sait, adressé assez de lettres dans tous les coins et recoins du pays, avant de rencontrer des personnes de bonne volonté !

MR. SMITH.—Hum. Il était difficile d'entrer au ministère avec certains gens. Hum !

MR. DALY.—Il ne s'agit point de tout cela, mais de faire marcher les affaires et de parler de la liste civile. Moi je propose une grande réforme ; ce serait de réduire le salaire de tous les ministres, de moitié. . . .